

*Questions orales*

**M. Nunziata:** Nous ne sommes pas tous ministres.

**M. Mulroney:** Le député de York-Sud-Weston était d'accord avec la portée générale de la remarque.

**Mme Copps:** Non, ce n'est pas vrai.

**M. Hnatyshyn:** Laissez-le répondre pour lui-même.

**M. Mulroney:** Mon collègue devrait suivre le conseil du député de York-Sud-Weston comme le feront tous les députés de la Chambre, au sujet des remarques faites par les personnes en cause dans une procédure quasi-judiciaire. J'ai approuvé hier les propos de mon collègue de Hamilton Mountain. Sa remarque était fort à-propos et je suppose que tous les députés de la Chambre aligneront leur conduite future sur ce principe.

\* \* \*

## LES CORPORATIONS

## LA SOCIÉTÉ ÉTABLIE POUR EXPORTER DE L'EAU—LA COLLABORATION OFFERTE PAR LE PREMIER MINISTRE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre au sujet d'un article paru dans la *Gazette* de Montréal d'aujourd'hui dont il a certainement eu connaissance. C'est au sujet d'une action intentée au civil contre une compagnie établie pour exporter vers le Moyen-Orient de l'eau de la circonscription du premier ministre.

Ma question concerne l'appui que le premier ministre aurait donné à cette entreprise. Plus précisément, je voudrais savoir ce que le premier ministre voulait dire lorsqu'il a déclaré au président de la compagnie dans une lettre portant l'imprimatur du premier ministre qu'il lui offrait son entière collaboration après avoir examiné les initiatives prises par sa société.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, dans la lettre à laquelle le député fait allusion, j'offre mon entière collaboration pour établir des emplois productifs dans la circonscription de Manicouagan.

[Français]

Oui, mais c'est tout à fait normal. J'ai été approché comme député de la circonscription de Manicouagan par le maire de Sept-Îles qui avait en main une lettre d'approbation de la part du gouvernement du Québec relativement à un projet de nature à créer environ 50 emplois sur la Côte-Nord. Il m'apparaissait tout à fait normal, comme député, d'accorder mon appui à un projet de création d'emplois; ce que j'ai fait, et, à mon avis, ce serait ce que tous les autres députés à la Chambre feraient en pareilles circonstances.

[Traduction]

## LE RÔLE DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, personne ne nie que les députés ont l'obligation de soutenir la

création d'emplois dans leur circonscription, quel que soit leur parti. La question n'est pas là. Tout d'abord, les députés ne sont pas le premier ministre. C'est ce dernier qui peut demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de prendre des mesures pour s'acquitter de ses responsabilités. Les députés ne peuvent pas le faire, contrairement aux ministres.

Ma question porte sur les ministres de même que les autres députés. Le premier ministre pense-t-il souhaitable de prêter son appui à une entreprise purement spéculative dans une lettre qui a servi, par la suite, à inciter d'autres investisseurs à participer au projet lequel fait maintenant l'objet d'une poursuite civile?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, d'après mes renseignements, avant que la compagnie ne s'adresse à moi, elle avait déjà obtenu l'appui des autres investisseurs. Les choses se sont passées ainsi. Le maire de Sept-Îles s'est adressé à moi . . .

● (1430)

[Français]

. . . Sept-Îles, qui est venu me voir en présence d'un individu qui avait, auparavant, reçu la bénédiction du gouvernement du Québec avec une lettre signée par le vice-premier ministre du Québec, l'honorable Bernard Landry. J'ai examiné le projet, j'en ai parlé avec le maire qui en avait parlé à son conseil municipal à Sept-Îles. Nous avons besoin d'emplois chez nous, dans la région de la circonscription de Manicouagan. Il y avait une disponibilité d'eau en provenance de la municipalité même de Sept-Îles. J'ai donc écrit, à la demande du maire, en anglais ceci, et je cite:

[Traduction]

Je vous apporterai mon entière collaboration pour vous aider, si possible, à créer des emplois productifs dans la région.

J'ai appris que cela permettrait de créer 50 ou 55 emplois. J'ai pensé que c'était une bonne façon d'aider le maire de Sept-Îles à amener des emplois dans ma région.

**Des voix:** Bravo!

## LA LETTRE DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je le répète, la lettre qui a été envoyée au premier ministre précise bien que ce dernier a examiné le projet. Il dit qu'il a étudié les initiatives de l'entreprise, ce qui laisse entendre qu'il s'est renseigné sur son compte. Il a ensuite écrit au président de la compagnie pour lui donner sa bénédiction. Le président s'est ensuite servi de cette lettre pour inciter d'autres personnes à investir.